

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la décision du Premier ministre grec d'organiser un référendum relatif au plan d'aide de l'UE et du FMI à la Grèce, à Cannes le 2 novembre 2011.

LE PRESIDENT -- Mesdames et messieurs, compte tenu de la situation créée par l'annonce d'un référendum en Grèce, nous avons estimé avec la Chancelière Angela MERKEL, qu'il était indispensable d'organiser une concertation avec les institutions européennes et le FMI pour arrêter une position commune et entendre le Premier ministre PAPANDREOU. Nous nous sommes donc mis d'accord sur les éléments suivants.

- Nous voulons une réponse européenne coordonnée, ferme et définitive qui passe par l'application des décisions qui ont été adoptées au sommet du 27 octobre à Bruxelles, à l'unanimité des 17 pays de la zone euro. Cette mise en œuvre sera accélérée et, dès demain, les ministres des Finances allemand et français se réuniront avec le commissaire Olli REHN pour mettre en place le fonds européen que nous avons évoqué au sommet du 27 octobre.
- Deuxièmement, nous sommes prêts à aider la Grèce car la solidarité est à la base de la construction européenne comme l'est aussi le principe de loyauté. Mais cela implique que la Grèce, de son côté, remplisse ses engagements.
- Troisièmement, nous avons dit clairement aux autorités grecques - cela comprend la majorité mais aussi l'opposition en Grèce, qui nous écoute - que les Européens, comme le FMI, ne pourront envisager de verser la sixième tranche du programme d'aide à la Grèce que lorsque la Grèce aura adopté l'ensemble du paquet du 27 octobre et que toute incertitude sur l'issue du référendum aura été levée.
- Compte tenu de la gravité de la situation, nous lançons un appel solennel pour qu'un consensus politique puisse être rapidement réuni en Grèce. S'agissant du référendum qui a été annoncé, il est clair à nos yeux, que le principe d'en appeler au peuple est toujours légitime, mais il est clair également que nous ne pouvons pas rester dans une situation d'incertitude prolongée. Si référendum il doit y avoir, nous pensons qu'il devrait intervenir le plus tôt possible et nous avons apprécié les déclarations du Premier ministre grec nous indiquant un référendum possible aux alentours du 4 ou du 5 décembre.
- Enfin, quant au fond, il est clair que la question qui se trouve posée, c'est celle de l'avenir européen de la Grèce. La Grèce veut-elle ou non rester dans la zone euro ? Nous le souhaitons, nous le souhaitons très vivement et nous ferons tous nos efforts pour que cela soit possible, mais c'est au peuple grec qu'il appartient de répondre à cette question et c'est sur cette question qu'il devrait se prononcer si un référendum était organisé.

MME ANGELA MERKEL -- Mesdames et messieurs, dans une situation particulièrement sérieuse, nous avons discuté avec les institutions européennes et le Premier ministre grec, nous étions autour d'une même table, amis en Europe, mais en ayant pleinement conscience de la gravité de

la situation. Cette situation résulte du fait qu'un référendum a été annoncé en Grèce. Ce référendum a transformé la situation psychologique depuis les décisions du 27 octobre, les a transformé en profondeur et ce que nous disons, c'est que nous donnons une réponse complète, commune et coordonnée. Autrement dit, les décisions du 27 octobre sont les bonnes décisions mais elles doivent être appliquées de façon accélérée. Il y aura des discussions à ce sujet en marge du G20. Cela concerne notamment la possibilité d'ériger ce « firewall », ce mur de protection, il faut élaborer rapidement les options en la matière et, comme l'a dit le président de la République, les ministres des Finances français et allemand et leurs collaborateurs et le commissaire Olli Rehn vont précisément travailler à cela. Lundi, l'Eurogroupe se réunira. Deuxièmement, nous voulons aider la Grèce, nous voulons aussi que la Grèce demeure dans la zone euro, mais nous avons à faire face à cette décision unilatérale de la Grèce qui a changé la situation. Nous disons donc clairement que la sixième tranche ne pourra être déboursée que si la Grèce accepte tous les volets des décisions du 27 octobre et que tout doute est levé quant à l'issue du référendum annoncé. Autrement dit, si ce référendum se traduit par un vote positif pour l'euro, la Grèce - et cela, c'est l'aspect positif de la soirée - le Premier ministre grec a marqué son plein accord avec cette façon de voir les choses.

Nous avons dit que nous souhaitons le consensus de toutes les forces politiques en Grèce et le Premier ministre grec nous a dit qu'il en parlerait avec les différentes forces politiques grecques. Ce que nous disons, c'est que si référendum il y a, il faut qu'il ait lieu d'ici début décembre. Le Premier ministre grec nous a indiqué que ce référendum pourrait avoir lieu le 5 décembre. Il faudra bien-sûr que ceci soit discuté en Grèce et nous avons dit clairement que ce référendum - et les représentants grecs et le Premier ministre grec ont tout à fait approuvé cette façon de voir les choses - le référendum, au fond, c'est la question de savoir si la Grèce souhaite oui ou non rester membre de la zone euro.

Nous sommes ce soir devant vous parce que nous avons un devoir, une obligation et c'était l'objet de toutes ces discussions. Il faut que l'euro reste stable, nous souhaitons atteindre cet objectif, de préférence avec la Grèce plutôt que sans la Grèce, mais la mission première est de conserver l'euro comme monnaie stable. C'est notre premier devoir et je suis heureux que ces discussions se soient déroulées dans un esprit de grande amitié, mais également marqué par un très grand sérieux.

LE PRESIDENT -- Je propose que nous prenions deux questions de chaque côté.

QUESTION -- Madame la Chancelière, c'est vous qui avez parlé de la ménagère souabe qui dit qu'on ne peut pas jeter du mauvais argent derrière du bon argent. Est-ce qu'après les discussions d'aujourd'hui, vous avez le sentiment que les Grecs sont en train de et où est votre seuil de la douleur ?

MME ANGELA MERKEL -- Premièrement, je voudrais expliquer cette métaphore de la ménagère souabe. En fait, la ménagère souabe représente une belle région d'Allemagne où l'on a l'habitude de ne pas dépenser plus d'argent qu'on en gagne. D'autre part, il y a certains termes sur lesquels je ne voudrais pas revenir et que vous venez de citer.

La situation est difficile en Grèce, le Premier ministre grec a décidé d'organiser un référendum. Ce n'est pas le résultat d'une concertation, donc nous sommes confrontés à une nouvelle situation psychologique depuis le 27 octobre et nous apportons une réponse sérieuse à cette situation, avec la plus grande détermination. Cela veut dire que nous voulons garder l'euro comme monnaie stable. Nous voulons surmonter la crise de la dette de l'euro. Autrement dit, nous voulons tous revenir à une gestion budgétaire saine. Il n'y a aucun pays de la zone euro qui a eu la rigueur budgétaire qui doit être la nôtre à l'avenir. Voilà pourquoi nous sommes convenus d'instaurer des règles d'or dans nos constitutions et nous espérons que dans tous les pays, l'opposition se ralliera à cette idée et cela, c'est notre devoir, notre mission parce que nous croyons à l'Europe, nous croyons en notre continent, nous croyons que nous avons un ordre politique qui est bon pour les hommes et les femmes : liberté de la presse, liberté d'opinion, liberté de vote. Mais nous savons aussi que nous sommes, dans le monde, confrontés à des concurrents contre lesquels nous voulons réussir. C'est pour cela que nous nous battons et c'est ce que nous avons dit dans la plus grande clarté et je pense que nous allons réussir

ce que nous avons dit dans la plus grande clarté et je pense que nous aurons réussi.

LE PRESIDENT -- Ecoutez, nous ne voulons pas laisser détruire l'euro et nous ne voulons pas laisser détruire l'Europe. Et dans la situation de grande instabilité du monde, nous avons décidé d'un certain nombre de règles. Ces règles s'appliquent à chacun d'entre nous. Nous souhaitons poursuivre l'euro et l'Europe avec nos amis Grecs. Nous avons tout fait pour cela, absolument tout fait, mais il y a des règles qui fondent le pacte de solidarité. C'est au Grecs et à eux seuls maintenant qu'il appartiendra de décider s'ils souhaitent continuer l'aventure avec nous ou pas. Mais les règles de bonne gestion dont nous nous sommes dotées, la confiance que doit inspirer l'euro et l'Europe, ce sont des éléments absolument fondamentaux, ce sont des principes, c'est un engagement européen. Il nous appartient de le défendre.

QUESTION -- C'est une question qui s'adresse aussi bien à Monsieur le Président qu'à Madame la Chancelière. On a appris que vous aviez l'intention de demander au Parlement grec de voter sur le plan de sauvetage avant le référendum. Alors, est-ce que c'est une façon de court-circuiter ce référendum ? Est-ce que finalement, vous voulez vraiment ce référendum parce que j'ai noté que, à plusieurs reprises, l'un comme l'autre, vous avez dit tout à l'heure « si référendum il devait y avoir », comme si vous n'étiez absolument pas sûrs de cela ou comme si vous souhaitiez qu'il n'ait pas lieu, ce référendum. Merci.

LE PRESIDENT -- Nous n'avons rien à demander au Parlement grec qui s'administre librement. Nous n'avons pas à décider s'il y aura un référendum ou pas de référendum. Nous disons simplement que nous ne pouvons engager l'argent du contribuable européen, du contribuable français, du contribuable allemand, qu'à partir du moment où un certain nombre de règles qui ont été votées à l'unanimité au sommet de Bruxelles du 27 octobre, sont respectées. Si ces règles ne sont pas respectées, ni l'Europe, ni le FMI ne pourront verser le moindre centime. Pour le reste, nous n'avons aucun conseil à donner. Nous n'avons aucune instruction à donner, le peuple grec est un peuple indépendant, c'est une très grande civilisation et nous lui faisons confiance pour fixer les choix pour son avenir. Et pour nous, nous le laissons libre de sa décision. Mais nous sommes comptables de la stabilité de la zone euro, de la solidarité en Europe et des règles dont nous nous sommes dotées. C'est un axe entre l'Allemagne et la France qui s'est encore renforcé du fait de la crise.

Donc nous ne demandons rien, nous disons simplement : voici les règles qui sont les règles adoptées à 17. Si quelque pays que cela soit souhaite être exonéré de ces règles, c'est son droit le plus absolu, mais c'est en toute clarté que les Grecs doivent maintenant se décider. Pour nous, Madame Merkel comme moi-même, Monsieur Juppé, Monsieur Schäuble, Monsieur Baroin qui étaient à la réunion, nous souhaitons continuer avec les Grecs. Mais il y a des règles et ces règles, nous ne pouvons pas accepter qu'elles ne soient pas respectées. Et chaque fois que dans le passé, l'Europe a accepté de faire des entorses avec ses règles, elle a réussi à franchir une étape mais elle a compromis son avenir.

L'Europe est trop importante pour qu'on joue avec les règles dont nous nous sommes dotées dans l'instabilité du monde d'aujourd'hui.

MME ANGELA MERKEL -- Ce soir, il semble qu'il y aura un référendum, nous le respectons et la décision sur laquelle porte ce référendum est claire, notre souhait est clair, mais il ne nous appartient pas de donner des consignes au peuple grec dans une situation difficile, il appartient à chacun de se déterminer et donc, moi, ce soir, je me base sur ce que nous ont dit le Premier ministre grec et son ministre des Finances. S'il ne devait pas y avoir de référendum, ce serait au Parlement de décider, mais aujourd'hui, la situation d'aujourd'hui est clairement le fait que la Grèce a annoncé qu'il y aurait un référendum et on essaye de faire en sorte qu'il ait lieu début décembre, peut-être le 5.

QUESTION -- Est-ce que vous êtes armés pour le cas où la Grèce choisirait de sortir de la zone euro et que direz-vous demain à vos collègues du G20 sur ces discussions avec Monsieur Papandreou ?

MME ANGELA MERKEL -- Nous ne leur dirons rien d'autre que ce que nous vous avons dit ce soir. De toute façon, ils le sauront demain. Mais nous sommes armés et c'est précisément pour conforter cela que nous avons dit que les décisions du 27 octobre sont justes. La situation a

changé par l'annonce du référendum et donc la conclusion que nous en tirons, c'est que les décisions doivent être appliquées plus vite. Il faut que la situation soit plus rapidement claire et à ce moment-là, dans tous les cas de figure, quelle que soit l'issue du référendum, nous saurons trouver une réponse appropriée et bonne pour l'euro.

Une dernière question...

QUESTION -- Première question quand même sur le référendum. Est-ce que cela ne démontre pas qu'il y a un vrai problème de démocratie en Europe ? Des décisions sont prises par le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, ensuite elles sont appliquées dans les différents pays sans que les peuples se sentent impliqués par ce qui se passe, en dehors de l'Allemagne où le Bundestag est impliqué et, quelque part, il y a peut-être une révolte aussi des peuples face à ce qui est perçu comme, peut-être, je dirais un directoire franco-allemand de plus en plus brutal pour sauver l'euro.

Deuxième question, Madame la Chancelière dit que l'eurozone est prête à faire face à un éventuel départ de la Grèce, mais ce n'est pas avec le Fonds européen de Stabilité financière tel qu'il est qu'on va éviter la contagion aux autres pays. Après les investisseurs vont penser que le Portugal, l'Irlande, peut-être l'Espagne, peut-être l'Italie pourraient un jour quitter aussi la zone euro. Cela devient une zone instable, alors comment faire pour maintenir la stabilité de l'euro après un départ de la Grèce ? Merci.

LE PRESIDENT -- Pardon de vous le rappeler, mais le programme qui a été adopté par l'Europe pour l'Irlande a fonctionné. Pourquoi a-t-il fonctionné ? Parce que la majorité au pouvoir, à l'époque, si mon souvenir est exact, Brian Cowen, et l'opposition, étaient d'accord sur les grandes lignes du pouvoir.

Au Portugal, cela a fonctionné. Pourquoi ? Parce que la majorité au pouvoir, à l'époque Monsieur Socrates, et l'opposition d'alors, aujourd'hui au pouvoir, étaient d'accord.

Et en Espagne, cela fonctionne. Pourquoi ? Parce que Monsieur Mariano Rajoy, dans l'opposition, est d'accord avec Monsieur Zapatero, au pouvoir.

L'Europe ne peut être efficace que si la classe politique, opposition comme majorité, des pays européens est d'accord pour jouer le jeu des règles européennes. C'est cela, la démocratie.

Deuxième remarque, alors à vous entendre, il faudrait sans doute organiser un référendum dès qu'un conseil européen prend une décision. Mais je vous ai entendu si souvent vous plaindre que le Conseil européen ne prenait pas assez de décisions. Voilà donc qu'il en prendrait trop à vos yeux ?

Enfin, troisième remarque, un directoire brutal ? Croyez-vous vraiment que Madame Merkel et moi-même, ainsi que Monsieur Juppé, Monsieur Baroin et Monsieur Schäuble, c'est par plaisir que nous faisons ce que nous faisons ? Ne croyez-vous pas que nous exerçons assez de responsabilités dans nos pays respectifs, qu'il convient d'en prendre en plus en Europe ? Et est-ce que vous ne pensez pas que si nous n'avions pas fait ce que nous avons fait, on se serait posé la question du leadership traditionnel de l'Allemagne et de la France en se demandant pourquoi les deux économies les plus puissantes et les deux pays qui payent le plus n'assument pas leur devoir qui est de prendre leurs responsabilités ?

Je crois que s'il y a un problème, ce n'est pas un problème de trop de leadership, mais plutôt un problème de déficit de leadership et croyez-bien que toutes les crises que nous avons eu à gérer, nous sommes décidés à préserver l'unité et la solidarité en Europe. La Chancelière et moi-même, nous sommes profondément européens. Et si nous nous portons en première ligne, c'est justement parce qu'il le faut, que c'est notre devoir. Ce n'est pas un poste tellement agréable vous savez par les temps qui passent, mais c'est nécessaire.

MME ANGELA MERKEL -- Ce n'est pas par hasard que j'ai parlé d'une situation particulièrement sérieuse. Mais j'ai également dit qu'il s'est agi d'une discussion entre partenaires. Avec l'Europe, avec l'euro, nous avons créé quelque chose qui sert la prospérité dans nos pays, qui est admiré par le monde entier. C'est donc notre devoir que de le défendre. Que les parlements veuillent avoir leur mot à dire dans une démocratie, que les peuples veuillent exprimer leur opinion, cela fait partie de nos sociétés et nous n'y renoncerons jamais. Simplement, au nom d'une décision

rapide, on ne va pas renoncer au principe de la démocratie. Mais si les principes de la démocratie s'appliquent, c'est le cas en Allemagne, c'est le cas en France, c'est le cas bien-sûr aussi en Grèce, nous ne pouvons pas pour autant mettre en danger la grande uvre d'unification de l'Europe et de l'euro et nous disons : oui, chacun peut décider de façon démocratique, nous respectons toute décision démocratique, mais nous devons également dire quelles sont nos priorités.

Ce que nous souhaitons, c'est que l'Europe demeure dans la zone euro et si le peuple grec dit que les difficultés que cela implique, les contraintes, les exigences que cela représente face à la solidarité des membres de l'Eurogroupe, se sont les deux faces d'une médaille, nous ne voulons plus de cela. Eh bien, à ce moment-là, nous respecterions ce choix, mais nous ne renoncerions pas pour autant à l'euro et je crois que nous faisons uvre utile dans le cadre de la démocratie. Alors parfois on se plaint que cela dure un peu trop longtemps et nous disons à nos amis dans le monde, oui, parfois cela dure un jour de plus, mais au moins, nous obtenons l'adhésion des hommes et des femmes, nous faisons partie de notre démocratie.

Cela veut dire leadership, leadership en matière de décisions comme nous l'avons fait aujourd'hui, mais cela veut dire toujours aussi la participation des parlements et des peuples et donc je le répète, c'était aujourd'hui une rencontre importante, ce sont des réunions difficiles, c'est dur, mais demain, sous la présidence française, demain et après-demain, nous allons rencontrer des pays qui sont chaque jour plus compétitifs, qui ont toutes les raisons d'avoir plus confiance en eux. Et si les peuples de notre continent, en France en Allemagne ou dans n'importe quel autre pays, si nous voulons promettre la prospérité pour l'avenir, nous devons être, nous aussi, compétitifs et donc ce serait une compétitivité mal comprise que d'ignorer cela, de fermer les yeux et de ne pas comprendre que pour l'avenir, que pour nos enfants ou pour nos petits-enfants, nous devons assurer cette compétitivité. C'est l'exigence européenne, voilà pourquoi nous sommes unis et voilà pourquoi nous allons uvrer et militer au G20 et je me réjouis de la présidence française demain et après-demain.

LE PRESIDENT -- Merci, nous aurons l'occasion de nous retrouver tout au long de ces deux prochains jours. Merci beaucoup.